

Proposition de grève durant la semaine d'action pour la Palestine

Considérant que nous assistons à une accélération sans précédent du génocide envers le peuple palestinien lequel a été amorcé en 1948 par les forces sionistes;

Considérant que sont légitimes les diverses formes de résistance du peuple palestinien qui lutte depuis 1948 contre la colonisation et l'occupation de ses terres par les forces génocidaires "israéliennes";

Considérant que l'oppression coloniale "israélienne" envers les Palestinien·nes est facilitée financièrement, politiquement et socialement par les puissances colonisatrices du territoire que nous habitons et qui, elles aussi, opèrent un génocide colonial depuis des siècles envers les peuples autochtones de l'Île de la Tortue;

Considérant que le peuple palestinien vit un génocide documenté en temps réel : la famine qui touche la totalité des Palestien·nes est utilisée comme arme de guerre, toute forme d'aide humanitaire est proscrite, la plupart des infrastructures essentielles au fonctionnement de la vie quotidienne ont été détruites et les bombardements continuent dans la bande de Gaza;

Considérant que l'entité coloniale "Israël" cherche à imposer internationalement sa propagande sioniste en s'attaquant à la liberté de presse 1) en menant des assassinats ciblés de journalistes à Gaza, tuant plus de 260 journalistes à ce jour, 2) en bloquant l'entrée à Gaza aux médias internationaux, 3) en expulsant des médias internationaux de grande crédibilité comme Al Jazeera de la Cisjordanie;

Considérant que, le 23 juillet 2025, l'entité sioniste a approuvé la colonisation de la Cisjordanie et que le 21 août 2025, Benjamin Netanyahu a annoncé un plan d'attaque formel en vue d'une occupation intégrale de Gaza dans le but de déposséder une fois de plus les Palestinien·ne·s de leur terre et d'enterrer toute possibilité de la création d'un État palestinien;

Considérant que le gouvernement du "Canada" refuse encore d'imposer des sanctions contre "Israël", de couper tous ses liens économiques, diplomatiques et politiques incluant la fin de l'accord de libre échange "Canada-Israël" et d'appliquer un embargo total sur le matériel militaire pour "Israël" et qu'un rapport conjoint de Palestinian Youth Mouvement, World Beyond War et la campagne Arms Embargo Now démontrent que les envois de matériel militaire aux forces d'occupation sioniste persistent encore à ce jour malgré de supposés engagements politiques à stopper toute expédition d'armement;

Considérant que le gouvernement de la CAQ refuse toujours de condamner le génocide en cours contre le peuple palestinien, de rompre ses liens économiques, politiques et diplomatiques avec "Israël" notamment en mettant fin à la coopération bilatérale, en fermant le "Bureau du Québec à Tel-Aviv" et en incitant la Caisse de dépôt et placement du Québec à se désinvestir des entreprises impliquées dans le génocide, l'occupation, la colonisation et les violations des droits humains en Palestine, tel que documenté dans un rapport de la campagne Sortons la Caisse des crimes en Palestine chapeauté par la Coalition du Québec URGENCE Palestine;

Considérant que, le 20 juillet 2025, six groupes politiques et organisations de résistance à Gaza ont lancé un appel international demandant d'escalader nos actions pour accentuer la pression sur nos gouvernements complices et les instances économiques qui facilitent le génocide;

Considérant que la répression policière envers les militant-es au "Québec" et partout dans le monde s'est profondément accrue dans les deux dernières années, comptabilisant plus de 100 arrestations en 2024 seulement et plusieurs dizaines de blessé-es dans le cadre de mobilisations et actions de solidarité avec la Palestine pour Tiohtià:ke/"Montréal" seulement;

Considérant que le mouvement étudiant a toujours joué un rôle primordial dans les luttes sociales du soi-disant Québec y compris celles en solidarité avec la Palestine, que la mobilisation étudiante persiste au-delà des campements démantelés de People's University for Palestine (McGill), Al-Aqsa (UQAM), Al-Soumoud (Square Victoria), celui de l'Université de Sherbrooke ainsi que différentes mobilisations à l'Université Laval et que les corps des étudiant-es sont parmi les plus matraqués par la répression policière contre le mouvement de solidarité avec la Palestine;

Considérant que les contributions financières liant les établissements d'enseignement supérieur "québécois" à des industries complices de violations de droits humains et de crimes de guerre en Palestine perdurent malgré la mobilisation persistante du mouvement étudiant;

Considérant que la ministre de l'éducation supérieure, Pascale Déry, de part ses liens de proximité avec des lobby sionistes comme le Centre consultatif des relations juives et israéliennes (CIJA), est une menace pour la liberté académique et qu'elle a déjà démontré qu'elle n'hésitera pas à déclencher des "enquêtes" à la demande exclusive de tels groupes afin de censurer les faits clarifiant la situation réelle en Palestine;

Considérant que les grèves étudiantes permettent de libérer du temps à leurs membres pour participer aux luttes sociales, que le 7 octobre marquera la 2e année d'accélération du génocide envers les Palestinien-nes et que les positionnements inhumains de nos gouvernements coloniaux et leur complicité active appellent à une mobilisation collective accrue à tous les niveaux;

Que **NOM DE L'ASSOCIATION** joigne et endosse l'appel à la semaine d'actions pour la Palestine du 6 au 12 octobre 2025 et appelle ses membres à participer aux différents événements qui y seront organisés et à en organiser en faisant preuve de créativité.

Que **NOM DE L'ASSOCIATION** soit en grève les 6 et 7 octobre 2025 dans le cadre de la semaine d'action afin pour commémorer la résistance en Palestine et ailleurs dans le monde contre l'occupation et le génocide.

Que **NOM DE L'ASSOCIATION** participe au meilleur de ses capacités à l'organisation et à la mobilisation d'événements, de manifestations ou d'actions dans le cadre de cette semaine.

Que **NOM DE L'ASSOCIATION** encourage la CRUES et les autres associations étudiantes à joindre le mouvement de mobilisation.

Que **NOM DE L'ASSOCIATION** offre un support financier à la hauteur de **MONTANT \$** pour l'organisation d'événements, de manifestations et d'actions dans le cadre de la semaine du 6 au 12 octobre 2025.